



la
cgt

Fédération Nationale des Salariés
de la **Construction**,
du **Bois**
et de l' **Ameublement CGT**

Jun 2010

25

0.46 euro

L@ Com. fédérale



Actualité Sociale

Préparation au 1^{er} Congrès de la FNSSCBP

CNF

30 Juin 2010

Jean-Pascal FRANÇOIS, CEF

➤ Bonjour à toutes et à tous et bienvenue au CNF. J'aimerais ouvrir cette séance par une information solennelle.

Le Camarade **Denis COURCOL**, qui travaillait pour la SA VINCI Jean LEFEBVRE de Douai, est décédé pendant ses vacances d'une manière tragique. Je voudrais que nous observions, en sa mémoire, une minute silence. *(Hommage page 34)*

Dans la pochette remise à votre arrivée, vous trouverez le communiqué de la **CGT-Var** lançant un appel aux dons pour les sinistrés du Var.

Jacques VALLET fera circuler une enveloppe afin de recueillir vos dons. L'UD du Var établira un recensement de nos camarades touchés par cette catastrophe, afin que ***l'Avenir Social*** procède ensuite à la redistribution.

**Fédération Nationale
des Salariés
de la Construction, du Bois
et de l'Ameublement - CGT**

263, rue de Paris, case 413

93514 - Montreuil Cedex

Tél. : 01 48 18 81 60

Fax : 01 48 59 10 37

www.construction.cgt.fr

Directeur de la publication :

Philippe CHRISTMANN

Conception et réalisation :

Michèle BRAMARDI

Photos :

Allaoua SAYAD

**Commission paritaire
de presse :**

en cours

Imprimerie Brunehaut

➤ **Actualités Sociales**
René DE FROMENT
pages 4 à 19

➤ **Syndicalisation**
Philippe CHRISTMANN
pages 22 à 33

Sommaire





Actualités René DE FROMENT Sociales

► Bonjour. Je vous présente le rapport de la situation sociale concernant **les retraites**, au 30 juin 2010.

La situation sociale est essentiellement marquée par ce que le gouvernement a défini comme la mère des réformes : la **réforme des retraites**. Bien évidemment, quand ce gouvernement dit réforme, il faut entendre recul social. Depuis 30 ans, la part des salaires baisse au détriment de celle des dividendes. Elle a diminué d'environ 9 points.

Cela représente 144 milliards d'euros en 2008, et représentera 288 milliards en 2050. Le Conseil d'Orientation des Retraites prévoit que 115 milliards d'euros seront nécessaires pour les retraites. Par le chômage, la précarisation et la sous-traitance, le patronat a affaibli la résistance salariale. Pour autant, il n'a pas gagné la guerre.

La bataille des retraites qui se présente est capitale. Allons-nous obtenir une autre répartition des richesses ? Elle se situe dans le cadre global d'une politique internationale qui vise à protéger les profits et faire payer la crise aux salariés. Ceux qui attribuent les notes aux pays sont les mêmes que les fauteurs de crise qui spéculent. Le gouvernement est en train d'élaborer des mesures d'austérité : les annonces sur le train de vie de l'Etat ne sont formulées que pour faire avaler la pilule et évitent de parler des 15 milliards de cadeaux offerts, en début de quinquennat, aux vrais nantis. Le projet d' **Eric WOERTH** est dans le droit fil de cette politique : 85 % des mesures sont financées par les salariés. Ce sont les femmes, les jeunes et les salariés exposés aux travaux pénibles qui en seraient les premières victimes. Mais tous seront victimes, salariés du privé comme du public, jeunes comme seniors. Sans le dire, et en prétendant même le contraire, le gouvernement et son allié, le MEDEF, coule la retraite par répartition.



Les militants CGT doivent avoir une claire conscience des enjeux. Patronat et gouvernement sont déterminés à garder leurs privilèges. Nous devons avoir la même détermination !

Pour les salariés la question du partage des richesses signifie préservation des acquis. **Allons-nous obliger le patronat à retirer son projet et à prendre les mesures de financement nécessaires pour avoir la retraite pleine et entière à 60 ans ? Allons-nous préserver le système le plus juste et le plus efficace que les salariés du monde entier nous envie : la retraite par répartition ? Allons-nous obtenir une reconnaissance collective de la pénibilité et un départ anticipé pour tous, dès 55 ans ?**

Le succès des manifestations du 24 juin est indiscutable. Elles ont enregistré le double de manifestants par rapport à celles du 27 mai. ■■■



■ ■ ■ Des salariés sont venus de partout, même d'endroits sans base syndicale. Pour nous, militants, la question se pose de la façon suivante : comment prolonger la prise de conscience et la mobilisation après le 24 juin ? Nous ne gagnerons qu'avec la mobilisation d'un maximum de salariés !

L'intersyndicale, à laquelle se sont joints FO et la CFTC, a décidé d'une nouvelle action, le **7 septembre** prochain, premier jour où le projet d'Eric WOERTH sera soumis à l'Assemblée Nationale.

Il nous faut encore vaincre le doute et le scepticisme. Le dernier sondage BVA, rendu public le 22 juin, indique que 56 % des Français sont hostiles au projet gouvernemental mais 27 % doutent que nous puissions l'empêcher. Une activité autour de la revendication, pour que le gouvernement retire son projet et mette en place le financement nécessaire, continuera pendant l'été. *« Des initiatives intersyndicales viseront à interpeller le gouvernement et ses représentants, aux niveaux national et local, le 13 juillet, jour du Conseil des Ministres qui adoptera le projet de loi »* et *« durant l'été, les organisations syndicales interpellent les parlementaires »*, comme le prévoit le communiqué commun. Une prochaine intersyndicale est prévue le 23 août.

Pour amplifier la mobilisation, nous disposons de moyens :

1 → La pétition à continuer de faire signer. Elle est l'occasion de discussions avec les salariés, de prises de conscience. Le 13 juillet, dans tous les départements, les pétitions seront portées collectivement et médiatiquement.

2 → La bande dessinée : un tirage a été commandé.

3 → Les affiches.

→ Les tracts d'appel à l'action du 7 septembre qui seront prochainement disponibles.

Notre tâche est simple : aller et inciter tous les militants à se rendre sur les chantiers, dans les ateliers, aux portes des entreprises où nous sommes présents et là où les salariés ne sont pas organisés. Il nous faut argumenter pour convaincre de la nécessité de l'action.

Les militants CGT doivent croire qu'il est possible de gagner.

Les salariés de la Construction, du Bois et de l'Ameublement sont déjà convaincus des méfaits de la retraite WOERTH-FILLON-SARKOZY. Il nous faut les convaincre que rien n'est joué, qu'une action durable et forte fera reculer le gouvernement. Ce gouvernement n'a plus de légitimité, il a sombré lors des dernières élections. Les déçus de Nicolas SARKOZY sont de plus en plus nombreux. Cerise sur le gâteau : le porteur du projet se fait prendre les doigts dans la confiture dans l'affaire BETTENCOURT. Le gong des congés le sauvera-t-il ? De surcroît, et ce n'est pas négligeable, l'ensemble des partis de gauche se dit contre le projet gouvernemental et pour le maintien de la retraite à 60 ans. Même le Congrès Confédéral CFDT apparaît comme positif. Il révèle une base plutôt combative qui ne veut pas revivre la crise de 2003. Si un amendement refusant l'allongement de la durée de cotisations a été repoussé à 58 %, un autre exigeant le maintien de la retraite à 60 ans a été majoritaire.

FO va être obligée de rallier l'intersyndicale, cela renforcera notre crédibilité. Tous ici présents, nous devons y croire. Tous les militants CGT doivent y croire !

L'objectif est d'organiser un 7 septembre deux fois plus fort que le 24 juin, avec 4 millions de manifestants.

Le « Woerthéton » commence, c'est la seule façon de répondre à son mépris. Oui, Monsieur FILLON, le nombre des manifestants ne modifiera pas la démographie mais il modifiera le rapport de force pour imposer un autre partage des richesses.

12 arguments simples à développer auprès des salariés :

- 1 Nous ne voulons pas crever sur les chantiers.
- 2 Pénibilité : le cas par cas, on n'en veut pas !
- 3 Nous avons aussi droit à une retraite en bonne santé.
- 4 De 60 à 65 ans, ne transformons pas les plus belles années de la retraite en plus dures années de travail.
- 5 Pourquoi faire crever les vieux au boulot pour mettre les jeunes au chômage ?
- 6 Avec SARKOZY, les salariés âgés se demandent quand ils vont s'arrêter, les jeunes quand ils vont commencer.
- 7 1 million de seniors qui restent au boulot, c'est 1 million de plus de jeunes au chômage.
- 8 Ne touchez pas aux retraites, financez-les.
- 9 Satisfaire les revendications de la CGT en matière de retraite, c'est faire baisser les dividendes de moitié.
- 10 Ce n'est pas joué, le gouvernement n'a pas gagné la bataille des retraites.
- 11 Il ne reculera que sous la force de la mobilisation.
- 12 Notre nombre dans l'action, c'est notre force.

Il nous reste à élaborer ensemble, collectivement, au cours de ce CNF, les moyens de développer le rapport de force nécessaire à la rentrée ainsi que les moyens et les formes d'action pour faire reculer le gouvernement et le patronat. Une seule journée d'action ne fera pas reculer le gouvernement. La CES annonce une journée européenne d'action, le 29 septembre, avec pour mot d'ordre « *Non aux coupes sombres, oui à plus de croissance* » avec une grande manifestation à Bruxelles. Elle coïncidera avec le Conseil Européen des affaires économiques et financières. Nous en serons mais elle ne peut pas constituer l'étape suivante du 7 septembre. ■■■



En avant sur la syndicalisation !

N'oublions pas, dans la période, la syndicalisation, élément indispensable du rapport de force durable. Plusieurs USCBA mènent avec succès un travail en ce sens, en Midi-Pyrénées et en Bretagne par exemple. La période, qui voit des salariés participer pour la première fois à des actions collectives, est favorable. Encore faut-il que les militants CGT leur proposent l'adhésion ! Nous disposons d'un nouveau formulaire de « **pré-adhésion** ». **4**

Faut-il un tract plus spécifique adapté à la période ?

Je voudrais terminer en ajoutant à ce tableau 3 points qui intéressent notre Fédération.

→ **L'emploi** : les chiffres qui viennent d'être publiés sont très mauvais. Ils proviennent, en partie, du différé d'inscription des licenciés économiques ayant pris le CRP. Cela signifie que les prochains devraient aussi être mauvais. Ils grèvent le financement de la protection sociale et des retraites. Dans nos professions, le patronat annonce 45 000 suppressions d'emploi. Notre délégation (*Bruno et Philippe*), à PROBTP, n'a pas manqué de dénoncer cette annonce. Le patronat de nos professions s'était servi de l'argent des cotisations des salariés, via PROBTP et les caisses de congés payés, pour financer une relance. Il y en avait pour 400 millions d'euros, de quoi financer en partie la retraite à 55 ans pour les métiers pénibles !

→ **Le projet de loi gouvernemental sur la représentation syndicale dans les très petites entreprises** : il est le relais des positions du MEDEF. Alors que l'UPA et une majorité syndicale demandent l'élection de représentants des salariés de ce secteur pour négocier dans des commissions adéquates, le projet ne prévoit qu'une élection sur l'étiquette syndicale. Et Jean-François COPE menace de le restreindre encore davantage enlevant la faculté de créer de telles Commissions. Pas de quoi enthousiasmer les foules et faire respecter et progresser les droits des salariés de ce secteur ! Rappelons que ce secteur représente 40 % des salariés de notre champ fédéral.

→ **L'avancée obtenue sur les sans-papiers** : si les engagements du ministère ne règlent pas tout, ils ont été appréciés comme constituant une avancée positive par l'ensemble des 11 organisations qui soutiennent la lutte des sans-papiers. Pour autant le combat n'est pas fini, car il reste à le faire appliquer par des préfets qui ont pour mission de renvoyer le maximum d'étrangers dans leur pays.

Place au partage des expériences et au débat, vous avez la parole.



LE CONT- RAIRE DE CHACUN POUR SOI

AG2R LA MONDIALE, vous propose des offres de protection sociale conçues conjointement avec vos représentants et adaptées à vos besoins.

- Vous bénéficiez de la sécurité d'un leader de la protection sociale
- Notre mode de gestion paritaire et mutualiste vous garantit la prise en compte de vos intérêts
- Notre gamme complète de produits et de services couvre tous vos besoins en matière de prévoyance, de santé, de retraite, d'épargne, de dépendance et de services à la personne
- Nos 7000 collaborateurs partout en France vous accompagnent au quotidien

Pour plus d'informations, contactez Joël BIENASSIS
Direction des Accords Collectifs
01 76 60 85 32 dac-interpro@ag2rlamondiale.fr



PRÉVOYANCE
SANTÉ
ÉPARGNE
RETRAITE



AG2R LA MONDIALE le contraire de seul au monde



Jean-Pascal FRANÇOIS, Président de Séance

Je suis très étonné de la participation massive des camarades de la Construction, du Bois et de l'Ameublement lors des manifestations du 24 juin dernier. Je suis également preneur d'informations pour recenser au plus juste le nombre de camarades présents le 24 juin. Merci !

Marcel SCHMITLIN, CFC

➤ Chez ADOMA, 10 de nos militants ont récolté 150 signatures. Nous attendons la remontée des chiffres pour la province, mais malheureusement, ils n'étaient qu'une quinzaine de participants pour la manifestation du 24 juin. Nous allons nous engager pour mieux couvrir l'action du 7 septembre.

Joël ELLEN, CEF

Au regard de notre profession, je me demande si la date du 7 septembre n'arrive pas un peu tôt. De plus, si nous voulons être efficaces en interpro, nous devons regarder notre cahier revendicatif professionnel. Quand nos patrons et directeurs sont interrogés, en privé, sur la pénibilité, ils sont ennuyés. Les contradictions ne manquent pas. Pour les salariés de la Construction, la situation devient insupportable. Nous devons aller plus loin dans le combat.

Mohamed TOBNI, DS

Notre profession compte le plus grand nombre de décès et de maladies professionnelles en raison de la pénibilité. Pour les médecins du travail, à partir du moment où nous respirons, nous sommes « aptes ». L'espérance de vie d'un cadre est plus longue de 7 ans par rapport à celle d'un ouvrier de nos professions. Je pense que l'avenir des retraites est une question d'argent : le travail au noir, les stocks options ... Le gouvernement doit aller chercher l'argent où il se trouve.

Eric FATOUX, DSC

Mon entreprise compte 298 salariés. En deux ans, 9 personnes de moins de 60 ans sont décédées et 21 salariés de moins de 55 ans sont en arrêt maladie. Les salariés de la Construction étaient présents le 24 juin. Nous avons fait un « A-Woerth-On » toute la journée avec drapeaux et vuvuzélas dès 6h15. A 9h, 1 000 personnes étaient à Béthune, divisées en trois groupes. Le point négatif dans la préparation de la journée d'action, est que rien n'a été fait au niveau de l'USCBA : ni action, ni visibilité, ni réunion. Concernant les retraites, il ne se passe rien. Nous avons eu 25 bandes dessinées et je découvre les affiches aujourd'hui. Pour le 13 juillet, nous allons organiser un bal de la résistance à l'occasion du dépôt des pétitions. Je suis sûr que nous pouvons doubler le nombre de participants pour le 7 septembre. Il ne faut pas dire « nous pouvons gagner » mais « nous allons gagner ». La souffrance au travail continue d'augmenter avec le temps.

Christian TESSIER, USCBA Seine-Saint-Denis

Nous avons défilé le 24 juin avec l'interpro, regroupant 45 000 personnes sur la Seine-Saint-Denis. D'où l'intérêt de travailler avec l'interpro ... Le 24 juin, les camarades CBA-CGT étaient 200, contre 80 le 27 mai. Les 120 salariés d'une entreprise étaient 100 % en grève. La démarche de militantisme est intéressante. Beaucoup pensaient qu'après le 27 mai, l'activité ne reprendrait qu'en septembre. Le travail des appareils syndicaux est bien mené ; tout ne vient pas d'en haut. Concernant la réforme, il serait scandaleux d'attendre d'être handicapé pour prétendre partir en retraite anticipée. Nous avons donc décidé de ne plus être polis dans nos interventions. Avec 200 morts par an, même les militaires n'affichent pas autant de pertes. Les positions de la CGT sont souvent trop consensuelles. Je voulais aussi signaler que dans les caisses du BTP, il y a 3,3 milliards d'euros de réserve. Ni les salariés ni les adhérents n'en profitent. Il ne reste que deux mois pour la manifestation du 7 septembre. Il faut que nous fassions comprendre aux salariés que partir à la retraite à 62 ans, c'est beaucoup trop tard.

Germain HOULLIER, URCBA Normandie

Le 24 juin, nous étions 350 à la manifestation. Nous avons organisé la signature de la pétition, des barbecues, une course de vélo à 60, chiffre symbole ! Le souci est que, même si nous étions nombreux, nous n'avons que très peu perturbé l'activité économique. La prochaine fois, au lieu de se rassembler sur la plage, nous nous retrouverons sur une zone industrielle où l'activité est plus dense.

Joseph ROMANO, dsc

➤ Il ne s'est rien passé le 24 juin avec l'USC 62. Nous avons-nous même réalisé les tracts. 120 personnes ont été mobilisées à SATE-LEC. Le matin, un bus avec 40 personnes est parti, dont 20 de mon entreprise. Seuls 120 syndiqués étaient en grève sur les 450 du Pas-de-Calais. Les salariés étaient plus motivés. Ils sont d'accord pour dire que deux ans de plus, c'est beaucoup trop. Avant, les plus de 55 ans travaillaient 60 heures par semaine. Aujourd'hui, nous sommes passés aux 35 heures. Il faudrait refaire un tract pour le 7 septembre et cette fois-ci nous aimerions aller à Paris et pas à Lille.

Eric AUBIN, Secrétaire Général FNSCBA

➤ Les combats à venir

Je voudrais rappeler ce que sera le deuxième semestre 2010.

Il y a deux négociations liées aux retraites :

- ➔ la retraite complémentaire ;
- ➔ la convention sur l'assurance chômage. ■■■





→ **La retraite complémentaire** : elle se négocie maintenant.

Si le MEDEF a demandé à avancer le rendez-vous de 2012 à 2010, c'est justement pour prendre en compte, dans les complémentaires, ce que sera la modification du régime général. Les mobilisations mises en place aujourd'hui serviront les retraites complémentaires.

→ **La convention de l'assurance chômage** : elle arrive à

terme au 31 décembre 2010. Si l'âge légal est reporté à 62 ans, sachant que 60 % des salariés ne sont plus en activité à 60 ans, cela signifie que les caisses maladie, invalidité et chômage vont être mises à contribution. Sachant que le déficit de l'UNEDIC s'élève à 10 milliards d'euros, avec une augmentation prévue à 14 milliards, il y a fort à parier que les politiques nous demandent une baisse des droits des demandeurs d'emplois. Je rappelle qu'aujourd'hui, un demandeur d'emploi sur deux n'est pas indemnisé.

La manifestation du 24 juin

Il y a eu une bonne mobilisation le 24 juin, même dans la Construction, le Bois et l'Ameublement. Il y a encore du potentiel et cela implique que nous partons de très bas. Nous sommes sur un processus de mobilisation en pleine croissance : 800 000 personnes en mars, 1 million le 27 mai et 2 millions le 24 juin.

La nouvelle campagne du gouvernement

Quatre pages complètes sur la communication mensongère du gouvernement ! Je voudrais revenir sur quelques arguments pour contrer cette campagne.

→ Le gouvernement répond à la pression des marchés financiers et des agences de notations. L'objectif est de conserver la note des trois « A » qui permet de lever des fonds avec des faibles taux d'intérêt. Si le gouvernement perdait cette note, la France serait en difficulté financière. C'est ce qui légitime le projet gouvernemental et qui justifie, pour eux, un plan de rigueur. Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue, en catimini, le 17 juin à Bercy, Christine LAGARDE a annoncé qu'il s'agit d'une « *bonne réforme qui envoie les bons signaux aux marchés financiers* ». Elle explique aussi que la France atteindrait le seuil des 67 ans, 10 ans avant l'Allemagne, et que les « *fonds de pension seraient les premiers à en profiter* ». Nous voyons bien que l'aspect social est relayé au second plan.

→ Pourquoi la CGT s'oppose à la mesure d'âge ? Cette proposition ne va pas dans le sens de l'Histoire. Auparavant, l'âge de la retraite correspondait à l'âge du décès. Aujourd'hui, nous voulons une retraite en pleine santé afin d'en profiter. Pour bénéficier du taux plein, les 65 ans minimum deviennent 67 ans, avec les 2 ans de plus. Si le salarié ne peut pas travailler jusqu'à 67 ans, il subira une décote d'environ 25 %.

→ Cette réforme est la plus dure d'Europe.

- Le niveau moyen des pensions en Europe : 54 % en France, 72 % OCDE et 74 % Europe.
- La France, la Belgique et l'Espagne sont les seuls pays à indexer les cotisations sur les prix et pas sur les salaires.
- Avec 41,5 ans, la France a la durée de cotisation la plus longue d'Europe : 30 ans au Royaume-Uni, 35 ans en Allemagne, Italie, Belgique et Espagne, 37 ans en Autriche et 40 ans en Suède.

La pénibilité

La CGT revendique ouvertement l'aspect scandaleux qu'un simple avis médical suffise à décider si un salarié subira une invalidité de 20 %. Ce type d'invalidité n'est pas bénin et suppose un autre diagnostic qu'un simple avis. Ceci remet en cause deux types de pénibilités : l'environnement des sites et les conditions de travail. Les effets dus aux mauvaises conditions de travail sont souvent différés. Le dispositif proposé ne répond en rien aux objectifs de la CGT.

Les carrières longues

Le dispositif gouvernemental est, là aussi, très flou puisqu'il parle de départ dès 60 ans. De plus, nous parlons de trimestres cotisés et non pas de trimestres validés.

La fonction publique

Il faut garder en tête ce que sont les retraites dans le secteur public. Il y a trois fonctions publiques :

- la fonction publique d'Etat qui a une retraite moyenne à 1 962 €, dont 60 % des salariés sont cadres et enseignants ;
- la fonction publique hospitalière avec une retraite moyenne à 1 265 € ;
- la fonction publique territoriale avec une retraite moyenne à 1 191 €.

Tous régimes confondus, la retraite moyenne s'élève à 1 288 €. Il faut rétablir cette vérité et éviter à tout prix d'opposer les salariés entre eux. C'est ce que le gouvernement recherche. Les niveaux de cotisations sont différents entre le public (7,85 %) et le privé (10,55 %). Il faut mettre ce niveau de cotisation en rapport avec le fait que le point d'indice, qui sert au calcul de la pension dans la fonction publique, a chuté de 9 % en dix ans.

La proposition de la CGT

- Nous refusons la mesure d'âge. Tous les syndicats, sauf la CFE-CGC, réfutent l'allongement de la date de départ à la retraite.
- Garantir le droit à la retraite à 60 ans ■■■





- Reconnaître la pénibilité par un départ anticipé.
- Nous demandons un taux de remplacement à 75 % du dernier salaire, des 10 meilleures années.
- Nous demandons une égalité de traitement avec la prise en compte de la pénibilité.
- Nous voulons faire participer tous les revenus.
- Nous attirons l'attention sur le fait que tout se joue sur cette répartition des richesses.

Les initiatives

- Nous mènerons des actions sur les lieux de vacances.
- **Un 4 pages** sera tiré à 1,5 million d'exemplaires afin de le distribuer largement et de provoquer le débat. Il s'agit d'une analyse du projet de loi discuté en ce moment ainsi que les propositions de la CGT.
- Nous verrons les députés afin de leur faire connaître notre positionnement.
- Le débat qui s'ouvrira au Parlement, le 7 septembre, ne durera que 15 jours. Il faudra donc être efficace.



Michel LEJETÉ, USCBA Manche

- Ce sont les financiers qui font la pluie et le beau temps. Je voulais dire qu'il a été plus facile de mobiliser des salariés de la Construction qu'en 2003. A cette époque, le privé ne se sentait pas concerné. La CFDT, quant à elle, a un double langage en voulant faire augmenter la durée de cotisation mais en maintenant le départ des salariés à 60 ans. Pour CEGELEC, le 24 juin dernier, il y avait une quarantaine de personnes mobilisées, deux fois plus que le 27 mai. Concernant les grèves, beaucoup de salariés de CEGELEC trouvent qu'elles ne servent à rien. Pour le 7 septembre, se pose la question de l'avenir. Les organisations syndicales doivent poser des ultimatums au gouvernement.

Philippe CHRISTMANN, CEF

- Je rappelle que dans nos professions, il y a un mort tous les deux jours et un accident toutes les minutes.

Les manifestations

- Je n'étais pas allé depuis longtemps manifester à Lille et à l'occasion du 24 juin, j'ai pu recenser une cinquantaine de collègues CGT et seulement une seule banderole, appartenant à SATELEC. Il n'y avait aucune visibilité de nos militants car, en réalité, ils étaient 120. Il faut absolument sortir le matériel afin de se faire voir et

se rassembler entre camarades de la Construction, du Bois et de l'Ameublement. Nous devons revenir à certains fondamentaux et y aller sans états d'âme.

René DE FROMENT nous a indiqué que PRO BTP avait donné 400 millions d'euros, pris sur les excédents de PRO BTP Prévoyance, et deux ans après ce plan de relance dans la Construction, on nous annonce la suppression de 45 000 emplois dans les Travaux Publics.

Concernant les élections à la Caisse Nationale de Retraite du Bâtiment, des Travaux Publics et des Industries Graphiques, la démonstration est faite que lorsque nous communiquons ensemble dans les entreprises, il est possible de se faire entendre. C'est une très grande avancée, la CGT a obtenu un poste supplémentaire au sein de l'organisme, doublant ainsi l'effectif, d'où l'utilité de voter GCT.

La communication

Je suis effaré d'entendre que les USCBA n'ont rien organisé. La bande dessinée a été réimprimée à 10 000 exemplaires et elle est en ligne sur le site. Je vous invite à vous y rendre pour aller chercher des éléments. La fiche d'adhésion a été tirée au format de la BD, dans laquelle elle est insérée. De cette manière, lors des visites sur les chantiers, elle sera mieux distribuée.

Renaud CONTIER, USCBA Hérault

Si nous voulons défendre la retraite, il faut des cotisations. Or les délocalisations internes font perdre des cotisations. Par exemple, sur un chantier Porte d'Orléans, l'entreprise a profité d'une directive sur les services. Il est donc possible de sous-traiter l'emploi d'un salarié, polonais par exemple, payé sur une base de salaire français, mais qui versera ses cotisations en Pologne. Il « coûte » donc 30 à 40 % moins cher. Autour de moi, les propos concernant la CGT ne sont pas toujours flatteurs et je voulais vous en faire part. J'entends que « la CGT ne propose jamais rien » ou « la CGT est trop rigide ». Il faut faire vivre la retraite et pas la défendre. Le spot du gouvernement dit que « le gouvernement a choisi » et non « propose », ce qui implique que la décision est déjà prise. Martine AUBRY a déclaré que, si elle était élue, elle ferait repasser l'âge de départ à la retraite à 60 ans. Il faut pousser les élus. Nous apportons une réponse syndicale et nous avons besoin d'une réponse politique.

Mohamed JEBBARI, dsc

► Cinq syndicats, présents lors de l'assemblée organisée par l'USCBA Paris, ont appelé à la grève. Je suis étonné car je n'ai pas vu écrit le mot « grève » sur le tract pour la manifestation du 24 juin dernier. Nous avons fait des tournées de chantiers et avons mobilisé 40 personnes à Suresnes, fait signer la pétition et distribué des tracts. Certains camarades d'Ile-de-France ont pour habitude de défiler avec le 93. C'est pourquoi, ils n'étaient pas forcément avec nous.

■ ■ ■





Serge PLECHOT, CEF

Le 24 juin a été un grand succès dans le département, avec 250 militants dans la manifestation, qui a regroupé 30 000 personnes. Il y avait beaucoup de nouveaux et nous avons déjà anticipé sur le 7 septembre. Tout comme avec le CPE, il faut interpeller les jeunes. Ils représentent un gros potentiel. Après le 27 mai, les gens en avaient marre de défiler. La masse du 24 juin a changé la donne. Nous devons mener des actions médiatiques.

Je regrette d'avoir eu le tract de la Fédération un peu tard. Pour le 7 septembre, il faudrait s'y prendre un peu plus tôt. Anticiper pour le 7 septembre afin d'être plus clairs sur d'autres points comme la complémentaire.

Concernant la pénibilité, quand nous avons parlé compensation, les politiques nous ont répondu compétitivité. Ce débat a un intérêt national.

Bertrand MOREAUX, Branche Chaux/Ciment

➤ Au sujet de la pénibilité, il y a quelques années, une étude a été réalisée sur les causes épidémiologiques. A notre grande surprise, les résultats montraient que les salariés de l'industrie cimentière ont une espérance de vie supérieure à la moyenne. Ce qui, bien sûr, est faux. Nous avons dénoncé ces chiffres mais les patrons continuent de les citer dans leurs interventions.

Bruno BOTUHA, DSC

Le 24 juin, beaucoup de manifestants venaient d'entreprises que nous n'avions vues ni en mars ni en mai. Même sur le CPE, nous avons eu du mal à mobiliser les entreprises. Je n'avais pas vu de cars en manifestation depuis 2003.

80 % des salariés ont signé la pétition.

Dès le 24 juin, la date du 7 septembre était attendue. Elle a un sens puisqu'elle correspond à l'ouverture du débat parlementaire.

Tout le monde s'accorde à dire que 65 à 80 % des manifestants sont derrière les couleurs de la CGT, mais ils ne sont pas tous adhérents, bien sûr.

Notre Fédération n'est pas la plus féminine. La situation des femmes est difficile : retraites minimales, temps de travail plus long. Je voulais savoir jusqu'à quel âge nous vivons en bonne santé. Voici ce qui m'a été répondu : 63,4 ans, en moyenne, pour les hommes et 64,8 ans, en moyenne, pour les femmes.

C'est une loi dont les mesures sont mises en place avant d'être approuvées au Parlement. Le départ à la retraite est accordé par rapport à une future loi. De plus, les personnes de la fonction publique qui veulent partir, doivent se prononcer avant le 2 juillet pour pouvoir bénéficier de leur retraite selon les dispositions actuelles.

C'est inacceptable !

Alain LEGOUÉZ, CEF

Nous sommes en train de livrer une guerre. Les manifestants viennent aussi des entreprises. Nous devons nous donner les moyens de réussir. Les salariés n'étaient pas seuls dans la rue. Il y avait aussi la population et les familles. C'est le moment de lancer une grande campagne de syndicalisation. La population peut se syndiquer, salariée ou non. Il faut un véritable travail de terrain sur l'artisanat afin de les sensibiliser et faire passer le message.

Nous devons profiter du 7 septembre pour qu'ils se rallient. Ils représentent la première frange de la population du BTP et elle est oubliée. Nous devons aller à leur rencontre, tout comme les salariés étrangers qui ne parlent pas français. Nous travaillons, en ce moment, sur un document qui sera traduit en 12 langues afin de pouvoir faire passer notre message.

Mohamed BOUKMIJ, USCBA Côte-d'Or

Le 24 juin, certains salariés de la Construction, du Bois et de l'Ameublement défilaient pour la première fois, mais ils n'étaient pas syndiqués. Il y avait 8 000 manifestants, 7 000 selon la police, ce qui est bon signe car les chiffres ne sont pas trop éloignés.

Concernant la réforme, il faut faire le distinguo entre les trimestres validés et cotisés. Ce détail est primordial.

Je trouve que la bande dessinée comporte trop de texte, il faut davantage des phrases chocs.

Claude VANDEVOORDE, CFC

La manifestation du 24 juin à Lille était honorable, après le fiasco de mars et mai. Nous étions présents avec l'USC 62. Le 23 mars, certains ont mis le feu au MEDEF, personne ne m'a prévenu. Cela donne une mauvaise image.

Pour le 24 juin, nous avons décidé de nous rassembler devant la Bourse du Travail. 30 personnes étaient attendues à la Fédération Régionale du BTP Nord Pas-de-Calais. Nous avons distribué des tracts mais nous n'avons pas réussi à nous réunir au point de départ de la manifestation. Certains semblent avoir honte de se rassembler derrière un drapeau.

Frédéric MAU, CEF

➤ Nous avons créé une base chez CARDINAL avec 13 adhérents. Auparavant, CARDINAL avait été condamné pour travail clandestin et la Fédération s'était portée partie civile. C'est une belle revanche qui montre que la juridiction a permis d'éveiller certaines consciences.

La manifestation du 24 juin a été très remarquée en Ile-et-Vilaine avec 35 000 manifestants à Rennes. Nous ne devons pas oublier la valorisation après l'action : valoriser le 24 juin pour préparer le 7 septembre.

■ ■ ■





Sur le sujet des retraites, l'Etat autorise un génocide. Le vocabulaire sera plus fort sur les banderoles. Le nombre de décès par cancer explose avant 65 ans dans nos professions. Je ne me sens absolument pas concerné par l'allongement de la durée de vie des Français. Je compte déjà 8 morts de cancer depuis le début de l'année.

Sur un plan financier, rien n'est crédible. Nous payons leur crise. Nous sommes de plus en plus nombreux à penser que le pacte social des Français ne tient qu'à un fil. Etre sous tutelle d'un gouvernement d'escrocs nous mène à cette situation.

Serge OUSTIN, ds

La semaine de la manifestation, j'étais en formation au centre de Courcelles. Des camarades et moi-même avons décidé de participer à la manifestation du jeudi. Le directeur a essayé de nous en dissuader et les animateurs ne sont pas revenus le vendredi pour protester contre notre décision.

Je me demande quel positionnement vont tenir les camarades de retour au travail quand les autres leur demanderont comment s'est passée la manifestation ?

Hadj HADDJERI, dsc

➤ Le 27 mai était une réussite. Le 24 juin ... beaucoup mieux. Le malheur des uns fait le bonheur des autres. Après 4 jours de grève, des salariés menacés, 200 collègues arrêtés, le tout sous l'œil des médias, nous avons obtenu 8 adhésions supplémentaires.

Je pense qu'à Marseille, nous avons les moyens de doubler, tripler, voire quadrupler, la participation. Tout le secteur de la Construction de Marseille était dans la rue.

Yves AMEILBONNE, CEF

➤ Je pense que nous ne pouvons pas faire la grève et la formation. Il n'y a rien de dramatique. Il vaut mieux privilégier la formation.

Mohamed OUAFIQ, dsc

➤ Le 24 juin a réuni beaucoup de salariés, particulièrement de la Construction. Nous avons distribué des tracts.

J'ai vu énormément de banderoles et la population était en faveur de nos revendications. Pour rejoindre la manifestation, nous avons organisé une opération escargot. Ce type d'action est à renouveler.

Les jeunes étaient nombreux mais il faut revoir notre façon de communiquer avec eux.

Pour le CPE, ce sont les jeunes qui ont fait reculer le gouvernement. Il faut travailler davantage sur le terrain pour faire reculer le gouvernement.

René DE FROMENT, CEF

Vous être très nombreux à intervenir et un point commun à tous vos propos est la forte mobilisation pour la manifestation du 24 juin. Nous étions presque deux fois plus nombreux que le 23 mars. Les manifestants étaient loin d'être tous syndiqués.

La priorité de l'emploi des jeunes est antinomique de la poursuite d'activité des plus âgés.

Nous ne pouvons pas être seulement spectateurs. Nous devons être acteurs et organiser des actions. Les chantiers ne sont pas en vacances pendant deux mois. Le 7 septembre est proche. Le délai est donc court pour mobiliser. Nous devons faire en sorte que nos camarades soient acteurs.

Nous devons faire un saut qualitatif avec la mobilisation, d'une part, des militants mais aussi des salariés.

Le gouvernement a dépensé 500 millions d'euros pour sa campagne de réforme des retraites. Nous n'en avons pas un seul mais nous avons des militants pour contrer leurs arguments et faire reculer le gouvernement.

La période est très favorable à la syndicalisation, et nous devons en profiter. Les salariés qui se mobilisent pour gagner sont la cible. Le travail dans la rue est important. L'objectif de ce CNF est de doubler la participation pour gagner.

La Construction a une grande spécificité : la pénibilité. Cette bataille dure depuis 2001, nous n'allons pas abandonner maintenant.

Tous ensemble, nous pouvons faire reculer le gouvernement !



**Vous voyez un dragon ?
Nous y voyons aussi un défi pour récupérer
la chaleur et la valoriser en énergie.**

Parce que les énergies traditionnelles sont de plus en plus rares et chères, la chaleur produite par les activités industrielles est trop précieuse pour être perdue. Veolia Energie-Dalkia développe des solutions d'efficacité énergétique pour ses clients. Par la seule récupération de chaleur sur des process industriels, comme celui de la cogénération, Veolia Energie-Dalkia permet de chauffer plus de 440 000 logements en France tout en réduisant les émissions de CO₂.

L'environnement est un défi industriel.



 **Dalkia**
L'expertise Energie de
Veolia Environnement

veolia.com

L'ENERGIE EST NOTRE AVENIR,
ECONOMISONS-LA !

**Vous êtes fier de votre métier,
nous sommes fiers de vous protéger**

ZIN 0065 - 09/2007 - Crédit Photo F. Froument

**RETRAITE PRÉVOYANCE SANTÉ
ASSURANCES ÉPARGNE
ACTION SOCIALE VACANCES**

www.probtp.com



L'assurance d'un avenir solide



Syndicalisation

Philippe CHRISTMANN

➤ Cher(e)s camarades,

C'est notre dernier CNF avant la tenue de notre **premier Congrès** qui, je vous le rappelle, se tiendra à **Nantes, au Palais des Congrès, du 10 au 14 janvier 2011**.

J'ai eu l'occasion, lors de la CEF de mai, de présenter aux camarades de la Commission Exécutive l'avancement des travaux engagés dans le cadre de la préparation de notre **premier Congrès d'Orientation de la nouvelle Fédération des Salariés de la Construction, du Bois et de l'Ameublement**.

C'est la raison pour laquelle je vais me contenter de vous présenter une synthèse des principaux points d'avancement. Notre première bonne résolution a été de mettre en ligne, sur notre site, toutes les informations utiles concernant la préparation de notre Congrès. Si vous ne l'avez pas encore fait, je vous invite à le consulter, à la rubrique

« *notre 1^{er} Congrès* ». Pour les camarades qui ne sont toujours pas équipés de l'outil informatique, nous avons apporté quelques exemplaires des **Infos-Fédérales** qui traitent de ces différents points d'avancement. Toutes les Commissions ont commencé à travailler, mais n'en sont encore qu'au stade de leur première réunion. Elles ont permis de faire un premier débriefing sur les différents points qu'elles auront à traiter. Sachant tout de même que quelques pistes de réflexions se sont dégagées. Le travail avance, mais nous allons devoir accélérer la cadence en fonction du timing, en tenant compte de la période de congé estival de 2 mois. Le mois de septembre s'annonce - et c'est positif - comme une rentrée sociale plus que chargée

avec un contenu particulièrement revendicatif, suite aux décisions antisociales prises par le gouvernement, notamment sur le dossier de la réforme des retraites. Il se dit prêt à aller au bout de sa réforme, donc il nous appartient, à nous, de le faire plier. Démantelons toutes les déclarations faites par le gouvernement et son allié le MEDEF qui vont à l'encontre des salariés.

Récemment, François FILLON déclarait à la presse sa volonté de reculer l'âge de départ à la retraite et précisait qu'aucune mobilisation ne réglerait le problème démographique. C'est une véritable provocation. Ce message est d'une futilité affreuse qui va sans doute encore créer la confusion et jouer un rôle démobilisateur pour certains salariés. Sujet que nous avons très longuement débattu ce matin, et qui, encore une fois, doit demeurer comme l'un des axes revendicatifs primordiaux pour les semaines et les mois à venir. Afin de maintenir une mobilisation large et forte parmi tous les salariés, un seul objectif : **faire reculer le gouvernement et le patronat, et imposer nos solutions.**

Concernant la préparation de notre Congrès, nous tenons à vous informer que l'objectif est d'essayer d'aller beaucoup plus loin dans l'information en innovant, afin que nos adhérents mesurent bien les enjeux de ce qu'est un Congrès. Pour cela, nous allons le rendre plus attractif par l'ajout de quelques animations et illustrations de courte durée pour ouvrir véritablement le champ de la vie démocratique dans notre organisation et que notre Congrès soit celui de tous nos syndicats. ■■■





■ ■ ■ Cette nouvelle démarche doit mieux sensibiliser et permettre à nos syndiqués d'être égaux dans l'information. Une meilleure compréhension et une meilleure accessibilité, rendre nos syndiqués acteurs et décideurs des orientations futures, tels sont nos objectifs.

Contrairement à certaines idées reçues, tous nos syndiqués n'ont pas forcément en tête ce qu'est la vie démocratique d'un Congrès, tant dans sa phase de préparation que dans sa tenue, et dans l'application des décisions prises.

Cela va aussi dépendre de comment, nous, dirigeants, nous allons nous impliquer et prendre toute notre place pour que tous nos syndiqués s'engagent dans la préparation de notre Congrès.

C'est d'ailleurs l'une des raisons pour laquelle une de nos CEF s'est appuyée sur les décisions prises au CNF de septembre 2009 pour inciter toutes nos USCBA

et URCBA à tenir leur conférence le plus rapidement possible. Non dans le souci de répondre à une exigence statutaire, mais véritablement pour pouvoir retrouver, ou rétablir, un certain équilibre et une vie syndicale partout où malheureusement nous subissons des déshérences. Nous constatons, depuis quelques années, peu de tenue de conférences de nos USCBA et de nos URCBA. Entre-temps, il y a eu au mois de juin 2009, notre Congrès de rapprochement entre la Fédération de la Construction et celle du Bois et l'Ameublement qui apporte quelques changements dans les statuts de nos USCBA et URCBA.

Ces nouveaux statuts ont permis, ou doivent permettre, d'impulser auprès de nos relais fédéraux, dans la tenue de conférences, et ce, avant notre Congrès. La date qui avait été arrêtée en son temps par la CEF était la fin du mois de juin. Nous sommes le dernier jour de juin, certaines USCBA et URCBA ont pu tenir leur conférence, d'autres s'y préparent. C'est aussi l'occasion de faire participer les camarades du Bois et de l'Ameublement afin qu'ils puissent prendre leur place.

Ces conférences avaient, ou auront, également pour objet de servir de tremplin, afin de redynamiser et travailler à l'élaboration de la mise en œuvre de plan de travail.

→ Qui fait quoi ?

Bien souvent, c'est là que le bât blesse ... Mon propos n'a pas pour objet de polémiquer ou de montrer du doigt qui que ce soit. Profitons de cette mise à plat pour démystifier le haut du bas. Nous sommes toutes et tous logés à la même enseigne, celle de la CGT de tous les salariés. Ce qui peut nous différencier, ce sont les responsabilités, mais au final notre leitmotiv est bien évidemment le même : **faire avancer nos revendications et convaincre le maximum de salariés de nous rejoindre.**

Toutefois, pour bien illustrer mon propos, je suis parti de deux exemples vécus dans deux USCBA issues de régions différentes. L'objet de nos rencontres avec les USCBA et les URCBA s'inscrit dans le cadre du mandat que s'est fixé la CE : celui d'aider au mieux dans la préparation et la tenue des conférences de nos USCBA et URCBA avant le Congrès de janvier 2011. L'objet n'est pas de nuire ou de devenir un quelconque délateur mais très sincèrement et objectivement, de pointer nos réelles difficultés. Parce que, que nous le voulions ou non, les difficultés existent. Reste à savoir comment les traiter. Certaines de nos défaillances peuvent nous conduire dans une impasse.

Le premier constat est que nous sommes en perte très significative d'adhérents et d'adhésions. La question n'est certes pas née d'hier, elle se pose chaque jour.

→ Pourquoi en sommes-nous arrivés à nous poser cette question ?

Certains de nos syndicats se sont institutionnalisés. La politique patronale actuelle enferme nos militants dans des réunions (*DP, CE, CHSCT, instances de dialogue, CEE, CG, etc.*). Malheureusement, ce phénomène n'est pas non plus le fruit du hasard et n'est pas nouveau. Il est sans doute lié aux méandres des *lois dites AUROUX*, dans les années 1982. Comme Jean-Pascal FRANÇOIS nous le rappelle assez régulièrement, en 1982, nous étions 90 000 adhérents pour arriver, en 2008, à un petit 17 000 adhérents. Il s'était même avancé en 2004 en annonçant un chiffre de 10 000 adhérents pour l'année 2010. Fort heureusement, nous n'y sommes pas parvenus ! Pour autant, nous n'en sommes pas très éloignés. Il faut savoir que ce nombre de 10 000 adhérents rendrait notre capacité de déploiement plus que compliquée. Cette analyse reflète des réalités qui, d'évidence, seront pesantes pour l'avenir si nous ne nous en préoccupons pas tout de suite. Je vous rappelle que notre taux d'indépendance est déjà plus que mis à mal, le danger nous guette. A moyen terme, il en va de même de notre existence si nous ne bougeons pas. Croyez-moi, les mots sont pesés. De plus, l'année 2009 est celle du rapprochement avec la Fédération du Bois et de l'Ameublement. Au 8 juin 2010, notre Fédération compte 16 535 adhérents pour l'année 2009. Le secteur du BTP représente 1 500 000 salariés actifs et 1 800 000 retraités. Je vous laisse faire les ratios ! Imaginez si l'on y ajoute toutes les autres branches que nous fédérons !

Tout ceci pour dire que le danger est plus que grave et la nécessité d'agir très vite est plus qu'urgente. Il faut bâtir des plans de travail partout avec, implacablement à l'ordre du jour, une activité de terrain. Je fais bien évidemment référence **aux visites de chantiers** qui doivent être suivies de façon régulière. ■ ■ ■



MONTPELLIER - 12 mai 2010



Sans aucun mépris pour ceux qui ont déjà une activité, j'entends de plus en plus de camarades qui, de temps à autre, font des distributions de tracts à des ronds-points. Ces actions demeurent ponctuelles et assez marginales. Cette initiative s'inscrit dans une démarche générale avec une information précise qui malheureusement restera sans lendemain. Les chantiers demeurent la vraie cible. Ils permettent d'avoir un suivi régulier, de lier de vrais contacts, de discuter de nos revendications et de convaincre de nouveaux adhérents ...

Pour en revenir à mes deux USCBA, dans lesquelles j'ai pu entendre ou vivre en direct des choses qui parfois font mal, voici ce qui peut être dit parmi certains camarades : *« Il n'est pas nécessaire de syndiquer des salariés pour figurer sur nos listes de candidatures pour les élections du Comité d'Entreprise ou des représentants du personnel... »*.

Pour d'autres, on ne voit pas bien l'intérêt de distribuer le **matériel CGT, l'Aplomb, la dernière BD, coller des affiches, des tracts** ... parce que cela ne concerne pas leur entreprise, que leur entreprise serait à la marge de ce qui se passe partout ailleurs. D'autres ne voient pas l'intérêt de sortir de l'entreprise, prétextant qu'il vaut mieux avoir une concentration forte à l'intérieur. Rester dans le cocon de l'en-

treprise avec son petit Comité d'Entreprise. Rendez-vous compte, j'ai même parfois entendu des camarades me demander s'il existait des recettes miracles pour syndiquer ! Et ce n'est pas faute d'avoir essayé, dans toutes les réunions auxquelles j'ai participé dans ces départements, d'avoir posé avec une insistance forte, l'utilité d'aller sur les chantiers, avec le matériel de la CGT et ma volonté de les accompagner. Les convaincre que de discuter avec les salariés de nos revendications et de l'adhésion ne peuvent être que les bases solides d'un avenir pour notre CGT. Finalement sur les deux départements, j'ai pu obtenir **une tournée de chantier**. Elle était très bien organisée, mais je me suis vite rendu compte que certains camarades n'avaient jamais connu ou pratiqué de telles visites, celles de rencontrer les salariés sur le terrain, ou pour d'autres camarades, cela remontait à plusieurs années. **Au final, tout le monde est sorti grand de cette opération et prêt à renouveler cette expérience. Les salariés que nous avons pu rencontrer ont demandé que nous revenions et les informions.** Cela démontre que nous devons aller au-devant des salariés et que ce n'est pas aux salariés de venir à nous. Parce que dans les USCBA, si nous ne faisons que jouer les pompiers en éteignant quelques feux, je fais référence aux dossiers juridiques, nous ne nous en sortirons pas. De plus, bien souvent, le salarié se syndique le temps que son dossier soit résolu. On pourrait ainsi multiplier les exemples de difficultés. Cela démontre aussi les difficultés rencontrées par certains camarades dans leur propre entreprise. C'est un véritable malaise, un problème de fond, quand bien même les camarades n'arrivent pas ou plus à syndiquer. Ceci n'est pas un cas isolé. Voilà pourquoi, il nous incombe à toutes et à tous, en termes de responsabilité, d'agir. Ne rien faire serait suicidaire pour notre Fédération et dramatique pour les salariés de nos secteurs. Ceci étant dit, je vous propose maintenant de réfléchir ensemble sur les pistes de travail à exploiter et à mettre en place. Quand bien même ces points fondamentaux que sont l'organisation de nos USCBA et URCBA ainsi que la syndicalisation ne seraient pas inscrits à l'ordre du jour de notre Congrès, ils sont incontournables. Si nous voulons aller à notre Congrès en meilleure santé, ce n'est certainement pas en adhérant à une bonne complémentaire santé. Cela ne ferait pas changer la face de notre problème. Bien au contraire, il nous faut bâtir de bons plans de travail pour permettre de conquérir ou reconquérir le terrain, terreau de la syndicalisation, afin de garantir **« une Fédération plus forte au service des salariés »**.

Merci de votre attention et place au débat.







Jean-Pascal FRANÇOIS, CEF

Dans la NVO, je vous invite à lire le résumé de la table ronde qui s'est tenue le 18 juin dernier, sur la syndicalisation.

Jean-Pierre MASSIET, UFR

En tant que membre du bureau de l'UFR, je suis chargé de vous faire part du rapport de la Commission Exécutive.

Notre prochain **Congrès Général** se tiendra les 5, 6 et 7 octobre à **La Petite-Pierre (67)**.

A l'ordre du jour :

- suite des travaux sur la dépendance ;
- mise en œuvre des résolutions du congrès de l'UCR : place des retraités dans la société ;
- syndicalisation : relancer la mobilité syndicale en lien avec les acquis et réfléchir à la mise en place de terrains de renforcement avec l'interpro ;
- le devenir des retraites.

La CE souhaite que quelques membres de la CEF puissent participer au **Comité Général de l'UFR** en octobre prochain.

Antoine PENARUBIA, USCBA Isère

➤ Je ne suis pas satisfait que l'augmentation soit seulement de 10 % dans la situation actuelle.

Quand une manifestation se prépare, les directions d'Entreprises envoient les éléments les plus perturbants en déplacement sur des chantiers éloignés. Pour protester, nous avons donc fait une manifestation sur le chantier, à Villars-de-Lans. Pour contrer notre participation, les directions organisent des réunions que nous attendons depuis longtemps le jour des manifestations, nous empêchant ainsi de nous y rendre.

Concernant les jeunes, j'ai passé quatre mois dans un lycée. Pour eux, la CGT est obsolète et ils la comparent souvent au parti communiste. Ils veulent tout et tout de suite. Ils ont une démarche plus individualiste et ne veulent pas être dirigés. Ils prennent ce qui les intéresse dans chaque syndicat. La Construction draine de plus en plus de jeunes diplômés. Ils pensent que les diplômés donnent des droits, ce qui est faux.

Mohamed TOBNI, ds

Beaucoup d'entreprises ont du travail mais passent outre la loi. Il ne faut pas que les entreprises paient davantage d'heures supplémentaires mais, au contraire, embauchent davantage de salariés.

Joël ELLEN, CEF

Le problème est que nous attendons que le salarié vienne à nous. Il faut une CGT combative. Quand il y a lutte, il y a renforcement. Il faut syndiquer les nouveaux. Il y a une forme d'impatience par rapport à la situation. Nos difficultés peuvent être nos forces. Nous devons travailler à créer un rapport de force suffisant pour mener le combat. Au CEA de CADARACHE, les travailleurs portugais sont des intérimaires européens embauchés par des entreprises françaises. Notre 1^{er} Congrès doit replacer le rôle de la Fédération.

Christian BLICQ, CEF

C'est la première fois que je prépare un Congrès avec un plan de travail qui prévoit des conférences départementales. J'y vois une vraie volonté des équipes à réussir notre Congrès. Je constate que les militants ont perdu les fondamentaux. Il n'y a plus d'échange et nous devons intervenir fortement pour redonner du contenu. Concernant la déperdition, un collectif a été mis en place en 2007 mais il n'existe déjà plus. Nous devons faire un module de formation pour les syndiqués. Bien sûr, nous sommes à la merci des rendez-vous des employeurs. Nous devons donc être proactifs.

Jean-Pascal FRANÇOIS, CEF

Je rappelle que les 5 et 6 octobre prochains se tiendront les **jours annuels des CHSCT**, organisées avec l'OPPBTP.

Michel LEJETÉ, USCBA Manche

Nous avons assisté des salariés syndiqués devant le Conseil de Prud'hommes pour le respect du temps de travail, les bleus de travail et l'outillage. Nous avons gagné 10 000 euros mais l'entreprise a fait appel. Il faudrait que nous disposions d'un historique des problèmes juridiques rencontrés dans la Construction pour ne pas repartir à zéro à chaque fois. Nous avons découvert les aberrations du système « *agence chantier* ». Vous pouvez avoir des indemnités inversement proportionnelles aux dépenses réelles. Les URSSAF interrogées n'ont apporté aucune réponse.

Sylvain MORENO, DSC

➤ Il n'y a pas de recette miracle. La syndicalisation a évolué et nous devons utiliser les fondamentaux comme la distribution de tracts au portail des entreprises pour que les salariés aient le temps de les lire. Tous ne sont pas militants, il faut donc porter attention à nos propos envers la direction. Il faut également distribuer un tract annonçant l'Assemblée Générale en rappelant que les salariés ont droit à 5 heures par an pour y assister. ■■■





Mohamed OUAFIQ, DSC

Le Congrès sera réussi avec des slogans innovants. Il faut faire attention aux réunions car nous dévions de nos convictions. Il faut aller vers les salariés et discuter avec eux. Nous devons revenir au terrain et s'interdire le cumul des mandats. Souvent les camarades de la SPIE sont submergés de réunions.

Bruno CORNET, CEF

➤ Dans le cadre de la préparation du Congrès, nous avons organisé une conférence de l'USC dans l'AUBE, certes, cela n'a pas été facile car il nous aura fallu pas moins de 3 réunions afin de pouvoir compter sur la participation d'une vingtaine de camarades, pour qu'enfin nous réactivions l'USC. A ce titre, nous pouvons nous réjouir car le Secrétaire en poste est notre camarade Lionel CLÉMENT de l'Ameublement, ce qui légitime d'autant plus, notre rapprochement avec le Bois et l'Ameublement. Dans le cadre de nos discussions je décèle quelques difficultés au sein de la CGT mais cela doit être bien pire dans les autres organisations syndicales, d'ailleurs nous pouvons le constater lorsqu'il s'agit de diffuser des tracts communs car, là aussi, seuls les camarades de la CGT sont mobilisés. Cela étant, il ne faut pas nous s'opposer les uns aux autres, opposer les syndicats professionnels, UL, UD et autres structures ou organisations syndicales, tout le monde doit travailler ensemble. Les actions que nous menons actuellement doivent nous permettre d'aller vers la syndicalisation, jeunes, actifs, retraités et nous surtout ne nous privons pas d'utiliser des réseaux sociaux comme « Face-Book », « Twitter », « Viadeo » pour gagner en terme de mobilisation pour nos actions à venir.

José FERNANDEZ BALBOA, CEF

Je pense que c'est toute l'organisation qui s'institutionnalise et pas seulement le syndicat. Au regard de nos forces, ce qui était admis ne l'est plus. Beaucoup de syndicats ne dépassent pas 100 adhérents. L'USCBA est un territoire très différent, avec des entreprises différentes et des difficultés différentes. Malgré tout, il y a un certain nombre de points communs. Le Congrès ne pourra pas faire un modèle pour tout le territoire. Il faudra faire du sur-mesure. Nous avons beaucoup parlé du 7 septembre mais très peu de la stratégie à mettre en place.

Eric AUBIN, Secrétaire Général FNSCBA

Le problème de vie syndicale n'est pas nouveau et nous pénalise d'année en année avec un taux de syndicalisation qui stagne ou diminue. Cette situation pourrait empêcher notre déploiement. Nous avons passé beaucoup de temps à interpeller pour que les personnes assistent à ce CNF. Je remarque un manque de rigueur. Nous avons le même problème à la CE Confédération. Nous devons mettre en œuvre une formation syndicale pour les dirigeants syndicaux, qui les aiderait pendant les réunions entre militants et syndicats.

L'institutionnalisation existe partout. Il faut qu'une instance de dialogue se crée. La syndicalisation est notre fenêtre de tir jusqu'à la fin de l'année avec plusieurs dossiers. Il s'agit de notre premier Congrès depuis notre rapprochement avec le Bois et l'Ameublement. Nous devons le préparer avec les syndicats et les différents secteurs. Il faudra reparler des dysfonctionnements des relais fédéraux. La vie des salariés est difficile partout et pas seulement en Ile-de-France. Une étude a révélé que le nombre de syndicalisations n'était pas fonction du nombre de permanents.

Mohamed JEBBARI, dsc

Paris est la plaque tournante. Il y a des difficultés par rapport aux permanents mais nous ne baissons pas les bras.

Régis KOPEK, ds

L'USCBA n'existe que par le nom. Cela ne fonctionne pas car il manque des militants, seulement 120 ou 130 syndiqués. Tout succès revendicatif passera par la syndicalisation. Il n'y a pas de recette miracle. Certains mènent des actions qui fonctionnent, tout est bon à prendre. Il faudrait que les syndicats s'emparent des résolutions du Congrès de décembre dernier. Il faut que la CGT s'empare du dossier de la syndicalisation comme elle s'empare de celui des retraites, avec la même énergie. Ce point doit être à l'ordre du jour de toutes les réunions. Elle est indispensable à notre réussite. La CFDT revendique plus de syndiqués que la CGT. Je ne sais si cela est vrai mais les chiffres sont là.

Pascal PARAPPEL, CEF

➤ Nous avons compté 42 participants à la conférence mais avec une préparation de 6 mois et la mise en place d'un collectif de préparation.

Claude VANDEVOORDE, CFC

USC, UD, UL ... tout cela est très compliqué. Les collègues CGT non fédérés manquent d'orientations. Personnellement, j'ai perdu 270 € sur les 3 jours de grève des 23 mars, 27 mai et 24 juin. Certains ne peuvent pas se le permettre.

Joseph ROMANO, dsc

A SATELEC, la syndicalisation subit des hauts et des bas. Nous avons presque remonté la pente, puisque nous avons quadruplé la syndicalisation.

Philippe CHRISTMANN, CEF

J'entends souvent que « *la Fédération ne fait rien* ». L'union syndicale agit sur un territoire. Il faut se poser la question de l'articulation. L'USCBA ne peut pas devenir une arme juridique. ■■■





René DE FROMENT, CEF

Personne n'a la prétention de donner un modèle mais de donner envie. Nous syndiquerons en chantant nos victoires et pas nos lamentations.

Concernant le juridique, n'hésitez pas à me contacter. Certaines données étant confidentielles, tout ne peut pas être mis en ligne.

Maurice MAMELIN, DSC

Je constate une remise en cause du droit syndical et une dégradation de la syndicalisation. Au travers des messages médiatiques, au nom de la crise, les politiques essayent de faire passer certaines réformes.

Le Congrès doit être un moment de stimulation, une dynamique pour les syndicats afin de les propulser sur une orientation. Je prends l'engagement de m'occuper des trois bus de la région partant sur Bruxelles pour l'Euro-manifestation. Ce genre d'événement stimule tout autant.

Laurent DIAS, USCBA Puy-de-Dôme

Certains ne sont pas encore convaincus par la syndicalisation, mais les moyens sont là. Le 24 juin, il y avait 530 ouvriers du Bâtiment recrutés sur le terrain. Sur l'Allier, désert syndical, nous avons un projet de développement qui a une permanence ouverte depuis 2 mois.

Amar FRITAS, USCBA Rhône

➤ Je travaille depuis 18 mois pour mettre en route la structure, et après une forte crise, c'est la reconstruction. Le 24 juin, je n'avais pas vu autant de monde depuis longtemps. Depuis le 23 mars, les rangs ne cessent de grossir : 23 mars avec 38 participants, 27 mai avec 70 participants et 24 juin avec 230 participants.

Quand j'entends les problèmes posés pour faire fonctionner cette structure, je m'interroge. Certaines US ont des moyens financiers et humains. Il est anormal de disposer d'outils et de ne pas être en capacité de les faire fonctionner.

Lionel CLÉMENT, CEF

En tant que membre de la CEF, je m'engage à ce que l'USCBA de l'Aube fonctionne. S'il le faut, j'irai solliciter les syndicats du département pour qu'ils y participent

Philippe CHRISTMANN, CEF

Je ne suis pas sûr que tous les camarades aient mesuré le danger qui nous guette. Mais enfin, le Congrès devrait permettre de poser les vraies questions et de pouvoir agir ensuite. *La Com Fédérale* est à consommer sans modération et doit servir de support. Très vite nous devons reconquérir ou simplement conquérir le terrain de la lutte pour doubler le nombre de manifestants le 7 septembre.

➔ **La recette est simple :**

faire connaître les propositions de la CGT.



**Pénibilité
Retraite**

La Retraite
défendons-la

60

Pour les Métiers F



C'est avec une immense tristesse que la CGT, ses adhérents, ses militants ont appris le décès accidentel de notre camarade et ami **Denis**.

Denis vient de nous quitter.

La CGT et ses militants perdent un camarade à qui nous tenons, en ces circonstances douloureuses, à rendre hommage à celui qui a consacré son énergie au combat pour la dignité et l'avenir de l'homme.

Son engagement dans l'action syndicale pour la défense des travailleurs a occupé une place importante tout au long de sa vie.

Denis s'est syndiqué en 1991 à la CGT chez LEFRANC, Entreprise du Bâtiment qui a été reprise par la suite par Jean LEFEBVRE. Il est resté fidèle à son organisation syndicale, et c'est naturellement qu'il s'est présenté aux élections de délégués du personnel dans sa nouvelle entreprise sur la liste présentée par la CGT.

Il a été élu et a gagné rapidement la confiance de ses camarades qui l'ont désigné Délégué Syndical. Ses collègues de travail l'ont renouvelé régulièrement dans les mandats de Délégué du Personnel. Elu au Comité d'Entreprise et au Comité d'Hygiène de Sécurité et de Conditions de Travail il est devenu Secrétaire Général du Syndicat CGT de Jean LEFEBVRE - DOUAI, puis membre du Comité Central d'Entreprises VINCI.

Denis savait que l'amélioration des conditions de vie et de travail ne passait pas simplement dans la mobilisation de son entreprise. Car au regard des enjeux, comme c'est toujours le cas aujourd'hui, il était nécessaire de développer l'activité syndicale interprofessionnelle afin de faire grandir les convergences de luttes. S'il avait la confiance de ses camarades dans son entreprise, il avait su acquérir, également, celle de ses camarades des syndicats des entreprises du Douaisis qui l'ont élu, depuis de nombreuses années au poste de Trésorier Adjoint du Bâtiment Local CGT et à la Direction de l'Union Locale des Syndicats CGT du Douaisis.

L'activité de **Denis** se poursuivait dans le domaine associatif, notamment dans le domaine du Football. Sport pour lequel il s'est dévoué, avec la même énergie que pour l'activité syndicale.

Là encore je peux témoigner de sa disponibilité, car, en 2000, il avait choisi le « *Cantin Football Club* » pour pratiquer son sport favori, club dans le village où j'étais à l'époque élu.

Non seulement **Denis** y pratiquait son sport, mais il s'est dévoué sans compter pour le faire aimer par les jeunes, se faire aimer par eux mais aussi par les plus anciens et par les dirigeants. De joueur, il est passé Dirigeant et Président puis Entraîneur du Club de Foot.

Il voulait que ce club prospère et pour se faire, il a demandé à son camarade et ami Momo FELOUCKI de le rejoindre pour occuper le poste de coach.

Avec d'autres, ils sont parvenus à faire que ce club se qualifie à deux reprises, pour le 3^{ème} tour de la Coupe de France en 2002 pour affronter TEMPLEUVE et en 2008 AVESNES-SUR-HELPE se situant 5 niveaux au-dessus de CANTIN en étant leader de leur

division. Ils ne sont pas parvenus à réaliser leur rêve : se qualifier pour le 4^e tour et permettre aux joueurs d'enfiler le maillot « *collector* » offert par la Fédération.

Grâce à la pugnacité d'une équipe de dirigeants que **Denis** savait animer, le « *Cantin Football Club* » est parvenu ces deux dernières saisons à finir premier de son championnat et la saison prochaine toutes les conditions étaient réunies pour monter en promotion 2^e division. Quelle pugnacité faut-il avoir pour parvenir à ces bons résultats en une seule décennie ! Il avait également su faire aimer ce club à plusieurs membres de sa famille qui l'ont rejoint.

La CGT, ses organisations, ses militantes, ses militants garderont le souvenir d'un homme rigoureux, épris de liberté et de justice, toujours disponible pour les accompagner et les soutenir dans leurs luttes émancipatrices.

Comme mes camarades, je sais que la richesse du parcours de **Denis** a été rendue possible grâce au soutien de son épouse **Carine**.

Notre chaleureux hommage se veut un témoignage de reconnaissance pour l'action menée par **Denis** et les motivations qui l'ont animé.

Sa mémoire demeurera vivante dans les têtes et les cœurs de tous ceux qui ont partagé sa vie et ses combats.

Carine, en mon nom personnel, au nom des militants CGT du Nord, de la Fédération Nationale de la Construction, du Bois et de l'Ameublement CGT à qui, je sais que je peux associer nos amis du « *Cantin Football Club* », nous te présentons nos plus sincères et fraternelles condoléances que nous adressons également à tes enfants et à toute la famille. Sachez, qu'en ces pénibles circonstances, nous partageons votre douleur.

Paméla, Kelly, Kévin, Kenny, vous pouvez être très fier de votre père.

A toi **Denis**, mon cher Camarade, sache que ça a été un honneur de militer à tes côtés, qu'avec les camarades, nous continuerons ton combat pour que les générations futures puissent vivre dans un monde meilleur.

■ Dominique BEN





ANTIN FC



... Repose en paix, mon Camarade ...



Vous mouillez votre maillot
pour un vrai dialogue social.
Qui est à vos côtés ?



**Motiver, reconnaître, partager...
Notre culture paritaire
accompagne votre dialogue
sur la protection sociale.**

Chaque jour, en France et à l'international,
NOVALIS est à vos côtés avec des services
innovants : formations, conseils...

Plus de 180 000 entreprises
et leurs collaborateurs bénéficient de nos
contrats santé, prévoyance, épargne, dotés
d'une politique active d'action sociale.

Et vous, c'est quand ?

◆ Retraite ◆ Prévoyance ◆ Santé ◆ Épargne



www.novalistaitbout.com